1969
9. FRC.F306
Case FRC 15422

DISCOURS

Prononcé par le citoyen BRIVAL, *Représentant du Peuple, dans la Société populaire de Montargis, le troisieme jour complémentaire de l'an second de la République, une et indivisible.*

Citoyens,

Je ne m'attendais pas, en venant au milieu de vous, que j'aurais l'avantage de présider votre Société, je sens tout le prix d'une pareille faveur; je m'honore aujourd'hui de pouvoir être compté au nombre de vos Membres, et soyez assurés que je ferai tout ce qui dépendra de moi pour m'en rendre digne.

Vous n'avez point été oubliés de la Convention nationale; elle a pris connaissance des troubles qui agitent cette commune, et elle envoie vers vous un de ses Membres pour connaître la cause de vos maux, et y apporter un prompt remede. Ils sont bien grands ces maux, puisque les Administrateurs et les Magistrats que le peuple s'est choisi n'ont pu les faire cesser; puisqu'un Comité de surveil-

THE NEWBERRY LIBRARY

1970

lance, préposé pour étouffer le germe de toutes les divisions, n'a pas pu en arrêter l'explosion; puisqu'une Société populaire, dont les principes sont la liberté, l'égalité et l'unité, a été forcée de garder le silence.

Je m'estime heureux, Citoyens, d'avoir été choisi pour cette Commune, et c'est par vous que je voudrais rendre, s'il était besoin, à vos Administrateurs leur zele, à vos Magistrats toute leur popularité, au Comité révolutionnaire toute sa surveillance, à vous-mêmes, toute votre énergie.

Ils seraient bien pervers les Administrateurs qui, choisis et salariés par le Peuple, oublieraient leur devoir. Ils seraient bien pervers les Magistrats, qui, devant sans cesse s'occuper des intérêts du Peuple, emploieraient à l'asservir, le pouvoir qui leur est confié. Il serait bien pervers un Comité de surveillance qui, abusant d'une autorité qui ne lui a été confiée que contre les ennemis de la Patrie, abuserait de cette autorité pour enchaîner le patriotisme. Elle devierait des principes de son institution, une Société qui, pouvant contenir des Administrateurs perfides, des Magistrats infideles, des Comités égarés ou séduits, ne chercherait pas à les éclairer ou ne les dénoncerait pas aux Autorités su-

1971

périeures et à l'opinion publique. Les factions qui ont régné pendant plusieurs mois, ont disparu. Le regne des tyrans est passé, leur tête est tombée sous le glaive des lois. Ce n'est point à Montargis qu'ils auront des successeurs, ou ils subiront le même sort.

Arrivé dans vos murs, pour chercher la lumiere, je me rends aussitôt au milieu de la Société populaire : c'est là qu'on doit entendre la vérité, c'est ici que je la provoque. Guerre aux Aristocrates, guerre aux Modérés, guerre aux Anarchistes. Paix, union et fraternité entre les véritables Patriotes et indulgence pour le Sansculote égaré ; voilà mes priccipes, voilà mon langage, ils ne changeront jamais.

Dans un gouvernement libre, dans un gouvernement républicain, une commune ne doit renfermer dans son sein que ceux qui en sont les amis. Les ennemis de la Patrie doivent disparaître du sol de la Liberté, ou leurs bras doivent être enchaînés. Dans ce même gouvernement, la perte d'un Patriote est une calamité publique ; les vexations des Patriotes doivent exciter toutes les réclamations, et les Sociétaires ne peuvent reprendre le sommeil qu'après les avoir rendus à la liberté, qu'après avoir obtenu le redressement

1972 73

des griefs dont il a à se plaindre. C'est pour seconder votre zèle que je me rends au milieu de vous. C'est pour débarrasser votre territoire des ennemis de la Patrie, que je suis dans l'enceinte de vos murs. C'est pour rendre à la Liberté ceux qui l'ont injustement perdue, que je m'empresse de provoquer vos renseignemens.

Qu'ils tremblent les ennemis de la Liberté, ils seront punis et contenus ; qu'ils se rassurent les Patriotes vexés, ils recouvreront cette liberté qu'ils n'ont pas mérité de perdre. Je veux bien croire que le peuple a des Administrateurs, des Magistrats et des Surveillans, selon ses désirs et ses besoins, mais s'il en existait de pervers, il en sera bientôt débarrassé. Le régne de la tyrannie n'est plus, celui du bonheur va paraître. Heureux si je l'apporte dans vos murs C'est à vous, Citoyens, qui composez cette Société, que le Peuple en sera redevable, puisque vous me mettrez à même de le procurer. C'est à vous que j'en confierai le sacré dépôt, et votre patriotisme m'assure qu'il ne sera pas violé.

A Montargis, de l'Imprimerie de Cl. Lequatre, Imprimeur de la Société.